

# TS FM ! Deux Point Zéro

N°8

avril 1998

## Réflexions

sur la réduction du temps de travail.

La réduction du temps de travail doit aboutir à créer des emplois et à améliorer la qualité de vie de ceux qui ont déjà un emploi.

Créer des emplois est une nécessité si nous ne voulons pas voir la société se déliter. Nous ne pouvons accepter une société à l'image des *misérables* peinte par Victor Hugo. Le travail est une valeur centrale de notre société car sans travail nous n'existons plus. Nous, qui très souvent avons trop de travail, avons une responsabilité pour ne pas accepter cette fatalité. Les employeurs ont trop souvent prouvé leur cécité sur tout ce qui s'appelle autrement que bénéfice, nous ne pouvons compter que sur nous mêmes pour faire avancer les choses. Si nous soutenons les mouvements de chômeurs, nous devons aussi nous battre pour imposer des créations d'emploi dans l'entreprise.

Améliorer la qualité de vie de ceux qui ont déjà un emploi par la réduction du temps de travail. (RTT) signifie que cette réduction ne doit pas se traduire par une dégradation des conditions d'existence.

La question du salaire suscite une inquiétude chez nombre de salariés. En ce qui nous concerne, nous pensons que la diminution du temps de travail ne doit pas se traduire par une diminution du salaire. C'est un point sur lequel nous serons d'une grande fermeté.

Une réduction du temps de travail signifiera une augmentation de la productivité. Une réduction du temps de travail associée à des embauches signifie une réduction du coût du travail par une diminution des charges (l'entreprise bénéficiera d'aides financières). La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris écrit dans une note technique : « *La prime de l'Etat reverse dans une juste proportion aux entreprises les bénéfices [n.d.r. pour le budget de l'Etat] de l'embauche d'un chômeur* ». Les simulations honnêtes qui sont faites démontrent que contrairement aux dires de certains patrons la RTT ne signifie pas un accroissement du coût salarial.

Il est inconcevable de demander à nouveau aux salariés de mettre la main à la poche pour payer leur propre réduction du temps de travail alors même que celle-ci est largement subventionnée par l'Etat et donc par les salariés.

## EN Grande Bretagne

Les patrons se plaignent d'une trop grande mobilité des salariés. Les salariés qui en effet n'ont pratiquement plus aucune protection n'hésitent pas à aller chez un autre employeur pour gagner quelques £ivres supplémentaires. Quoi de plus naturel quand on n'a rien à perdre, cela permet de mettre du beurre dans les épinards. Les employeurs eux ne le voient pas du même oeil et trouvent que cela renchérit leurs coûts de main d'œuvre du fait de la perte de compétence et de la nécessité de former pour remplacer.

## EN France,

le *patron des patrons* dit le "*baron tueur*" tient un tout autre discours. Les salariés bénéficient de trop de protections, les entreprises ne sont pas assez compétitives du fait de trop grandes "*rigidités*". Les 35 heures vont étrangler les entreprises.

## LE CAC40

Ces "*rigidités*", comme l'on dit, n'empêchent pas le CAC40 d'atteindre des sommets. Le lundi 9 mars, il a franchi pour la première fois le seuil des 3500 points (pour mémoire, 1740 points en juillet 1995).

Selon certains analystes financiers, cette hausse s'explique par la publication par les sociétés de résultats 97 supérieurs aux prévisions. Les taux d'intérêts n'ont jamais été aussi bas et les perspectives de croissance sont bonnes. Même la volonté du gouvernement de réorienter en partie les profits croissants en faveur des salariés, via notamment les 35 heures, ne fait pas peur. Tant il est vrai que les dernières années ont vu une "*augmentation continue de la part des profits dans la valeur ajoutée*" comme les analystes de la société de bourse Aurel le soulignent.

Pour un béotien, il y a de quoi s'arracher les cheveux devant une telle distorsion des discours.

## LE CAC40

Début avril, le CAC40 frôle les 4000 points. Tous les jours des records sont battus. Comprenne qui pourra !

## **P**révisions

Pourquoi TSFM ? Eh ! bien non, il ne s'agit pas de nostalgie. A l'origine de ce projet de feuille à parution aléatoire il nous fallait un titre. En 1995, le joke répandu pour parler de la trouvaille marketing TSFM était d'annoncer TSFM 100.5. Nous nous sommes appropriés cette idée en la transformant, informatique oblige, en release Un point zéro.

Nous sommes passés à la release Un point Un, début 1996, après la prise de participation de 40% de Sema Group dans TSFM.

Nous sommes passés à la release Deux point Zéro, en 1997, quand TSFM est devenue Sema Group Outsourcing.

Pour les collectionneurs, nous sommes prêts à leur envoyer la collection complète à des prix défiants toute concurrence.

Ces précisions apportées nous poursuivons la publication du lexique de la *Novlangue* libérale

## **A**rchaïque

(voir aussi "conservateur"). Partisan d'idées non libérales : collectivistes, socialistes, anarchistes ou simplement favorables au welfare state (Etat providence). Personne opposée à un retour au libéralisme du XIXème siècle ("laissez faire"), seule forme économique et sociale moderne.

## **C**orporatisme

Défense des intérêts d'une catégorie de travailleurs par leur syndicat. Toute grève ou lutte pour l'augmentation des salaires est corporatiste par définition. Les syndicats patronaux ne sont pas corporatistes, puisque leur intérêt particulier coïncide nécessairement avec l'intérêt général (l'expansion).

## **R**éformes (voir aussi "changement")

Transformations légales en vue de favoriser les employeurs et les classes aisées. Par exemple, "réforme fiscale" : réduction des impôts pour la tranche supérieure des revenus ; "réforme de la Sécurité sociale" : étendre les cotisations aux retraités et chômeurs.

## **R**igueur

Compression des salaires.  
Rigueur budgétaire. Compression des dépenses sociales (Sécurité sociale, retraites, santé, éducation, transports publics). N'inclut ni la défense ni la police.

## **S**ocialisme

Etat de providence sociale administré par un gouvernement social-démocrate.

## **S**tructure

Configuration de l'emploi. Est toujours inadaptée, à cause du nombre excessif de travailleurs. D'où la nécessité permanente de "restructurations", c'est-à-dire de licenciements. Dans les pays du tiers monde, "ajustements structurels" : mise au chômage des employés et travailleurs du public et du privé.

## **T**abou

Croyance irrationnelle, mystique et obscurantiste au caractère inviolable et digne d'être défendu de certains acquis sociaux. Refus des travailleurs et des couches défavorisées d'accepter le démantèlement des services publics et de la protection sociale. "Briser un tabou" : proclamer la nécessité d'en finir, une fois pour toutes, avec des vestiges du passé tels le SMIC, la Sécurité sociale, les syndicats, etc.

## **T**otalitarisme

Toute politique qui ne respecte pas les lois du marché, la propriété privée des moyens de production ou la libre entreprise.

## **U**topie

Croyance illusoire et dangereuse dans la possibilité d'une alternative à l'économie de marché. Conduit inévitablement au collectivisme étatiste, à la catastrophe économique, à la suppression de la démocratie, au totalitarisme - bref, au Goulag.

## **V**ache sacrée (voir aussi Tabou)

Conquêtes sociales que la gauche ou les syndicats refusent, de façon dogmatique, obstinée et religieuse, de sacrifier aux besoins de la compétitivité et de la rentabilité.

**Fin**



à SEMA GROUP OUTSOURCING

Délégués syndicaux

**Thierry ARCHIMBAUD**

Le Capitole, NANTERRE

01 46 14 61 49

**Jack TOUPET**

Le Capitole, NANTERRE

01 46 14 56 94

Représentant syndical au CE

**Francis GUISSARD**

Le Capitole, NANTERRE

01 46 14 53 25

Elus Délégués du Personnel et au CE

Lors des dernières élections, nous avons été à

l'instigation des listes **Tous Ensemble**

**Des listes pluralistes** : Ces listes sont composées de salariés qui pour certains sont syndiqués à la CGT, qui pour certains ont été syndiqués ailleurs et qui pour d'autres n'ont jamais été syndiqués. Nous estimons que nos différences d'appréciation ne sont pas un obstacle au fait de travailler ensemble. Nous l'avons d'ailleurs déjà expérimenté dans la pratique.

**Des listes de rassemblement** : L'heure n'est pas au patriotisme d'organisation, l'heure n'est pas à cultiver nos différences. L'heure est à rassembler les salariés dans une démarche unitaire et démocratique.

Les élus Tous Ensemble DP Croissy, Lille, Nanterre, Toulouse, Vandoeuvre et Vélizy et 4 élus titulaires et 4 élus suppléants au Comité d'Entreprise.